

Attribution de temps

la caisse de sécurité de la vieillesse et ils ont le droit de s'attendre au moins à quelques dollars par mois du gouvernement fédéral lorsqu'ils prendront leur retraite.

Avec ce projet de loi, le gouvernement fait en sorte que les personnes âgées qui gagnent plus de 50 000 \$ perdent une partie de leur pension par le biais de l'impôt. Ce qui est pire, parce que cet aspect du programme n'est pas pleinement indexé sur le coût de la vie, le gouvernement fait en sorte que les Canadiens âgés deviennent plus pauvres avec le temps. C'est tout à fait méprisable.

Je pense que le chef de l'opposition l'a très bien exprimé dans une question qu'il a posée à la Chambre le 9 mai dernier. Il parlait de l'incidence qu'avait l'indexation sur l'indice des prix à la consommation moins 3 p. 100 pour quelqu'un qui atteindrait le seuil de la récupération à l'avenir. Prenons le cas d'une personne qui prend sa retraite maintenant avec un revenu de 35 000 \$; ce n'est pas beaucoup, mais parce qu'elle avait bien planifié, d'ici 10 ans, à l'âge de 75 ans, cette personne se verra retirer une partie de sa pension de vieillesse. Le projet de loi n'est pas seulement mauvais aujourd'hui, mais, à long terme, il rendra les Canadiens âgés plus pauvres, et le gouvernement devra rendre des comptes pour cela.

Je vois que mon temps est presque expiré. Je veux me joindre aux autres députés de mon parti, au moins, qui trouvent comme moi cette motion d'attribution du temps absolument injustifiée. Ce n'est rien de moins qu'une manoeuvre des députés d'en face qui essaient de cacher leur plus récente vilenie.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Madame la Présidente, mon discours n'est pas minuté, aussi vous pouvez m'interrompre à tout moment pour invoquer la clôture. Nous en avons l'habitude de ce côté-ci de la Chambre.

Comme il nous est extrêmement difficile d'obtenir une définition du terme universalité du gouvernement, j'ai pris la peine de consulter un dictionnaire. Universalité peut signifier: qui concerne la totalité des hommes, le monde ou la totalité d'un groupe. Au terme universel, le dictionnaire donne comme synonyme général, mondial, complet, global, entier et exhaustif.

• (1230)

Le gouvernement n'a pas seulement récrit les règles de la Chambre des communes—la clôture est devenue la règle plutôt que l'exception—, il a commencé à récrire les dictionnaires.

Le gouvernement ne dit pas qu'il donnera seulement pour reprendre. Il ne dit pas que s'il prend 4 p. 100, c'est encore l'universalité, ni que dans dix ans, ce sera 25 p. 100. Je suis convaincu qu'un jour, ce sera 100 p. 100. C'est donc l'universalité à rebours.

Je pense que c'est ce que nous prépare le gouvernement. Il ne récrit pas seulement les règles de la Chambre et les dictionnaires, mais aussi notre politique sociale nationale.

De temps à autre, nous oublions l'Accord de libre-échange ou nous en avons assez d'en parler, mais je crois que cet accord explique tout. L'universalité était le fer de lance de notre politique sociale, mais le gouvernement est en train de l'éteindre.

Permettez-moi, de faire la triste chronologie du projet de loi C-28. Je devais être le principal porte-parole de mon parti sur le projet de loi C-28. Lorsque j'ai entendu le discours du ministre d'État aux Finances, je suis devenu nerveux parce que j'ai cru qu'il était question d'un autre projet de loi. Pas une seule fois, dans tous ses brefs discours, je n'ai entendu les mots «universalité» ou «récupération». C'est pourquoi j'ai cru qu'il n'était pas question du projet de loi dont je devais parler. Mais voilà, c'était prévu ainsi. Personne au sein du gouvernement ne parle d'universalité ou de récupération, et nous savons maintenant pourquoi.

Le projet de loi n'a reçu que très peu de publicité. Les ministériels veulent faire croire que ce n'est pas un projet de loi important et qu'il peut être adopté rapidement sans que le contenu ne soit trop clairement précisé. Les ministériels affirment que les néo-démocrates parlent au nom des riches. Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité.

C'est de toute la population dont nous parlons. Et c'est ce dont le gouvernement voudrait ne pas entendre parler. Il ne veut entendre parler que des personnes âgées gagnant 50 000 \$ et plus. Voilà les seuls gens concernés aux yeux du gouvernement. Il va de soi que personne au sein de la population ne lui demande de ne pas leur enlever cet argent. Voilà ce que le gouvernement laisse entendre. Mais c'est un mensonge. Toute cette affaire n'est qu'un écran de fumée depuis le début. Un véritable coup monté.

Nous avons parlé de l'universalité. Du moins, nous avons essayé de le faire. Mais c'est un projet de loi qui touche à tant d'autres choses. C'est une mesure omnibus. Une mesure qui parle de transferts aux provinces, de développement régional et d'enseignement postsecondaire. Mais à cause du procédé que le gouvernement a utilisé en nous forçant à l'étudier au pas de charge, nous avons été incapables de débattre de la plupart de ces